



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/C.6/47/4  
6 octobre 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session  
SIXIEME COMMISSION  
Points 104 et 131 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1992-1993

RAPPORT DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL  
INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA VINGT-CINQUIEME SESSION

Octroi d'une assistance pour le remboursement des frais de voyage  
aux pays les moins avancés et autres pays en développement qui  
sont membres de la Commission des Nations Unies pour le droit  
commercial international

Lettre datée du 6 octobre 1992, adressée au Président  
de la Cinquième Commission par le Président de la  
Sixième Commission

J'aimerais me référer à la question soulevée dans le rapport du Secrétaire général (A/47/454) concernant l'octroi d'une assistance pour le remboursement des frais de voyage aux pays les moins avancés et autres pays en développement qui sont membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Le rapport a été distribué au titre des points 104 (Budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993) et 131 (Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-cinquième session) de l'ordre du jour. La Sixième Commission l'a examiné en même temps que celui de la CNUDCI sur les travaux de sa vingt-cinquième session. Elle a également examiné la question lors de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale, et la résolution 46/56 B a été adoptée par celle-ci le 9 décembre 1991.

Au cours des débats de cette année, près de la moitié des intervenants ont souligné qu'il importait de régler la question de l'octroi d'une assistance pour le remboursement des frais de voyage aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés pour qu'ils puissent participer aux travaux de la CNUDCI conformément au principe de l'universalité du droit

commercial international. Ils ont noté qu'il était regrettable de constater que la participation des pays en développement aux activités de la CNUDCI était minime et qu'il était dans l'intérêt des pays développés de faire en sorte que les délégations des pays en développement se rendent aux sessions de la CNUDCI et à celles de ses divers groupes de travail, de sorte que les principaux systèmes juridiques soient représentés et que les instruments élaborés sous les auspices de la CNUDCI soient universellement acceptés. Certaines délégations se sont abstenues de faire des commentaires sur cette question, la Cinquième Commission en ayant été également saisie.

Je crois savoir à cet égard que la Cinquième Commission se propose de procéder, au cours de la présente session, à un examen approfondi des divers types d'assistance et d'avantages financiers dont bénéficient un certain nombre d'organes de l'ONU, dont la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. Après consultations avec le Bureau et les membres de la Sixième Commission, permettez-moi donc de suggérer que la Cinquième Commission, à laquelle le Secrétaire général a également renvoyé cette question, l'examine et prenne une décision de fond à son sujet, en tenant dûment compte des vues exprimées par la Sixième Commission lors de la quarante-sixième session et de la présente session de l'Assemblée générale.

Je serais reconnaissant à la Cinquième Commission de bien vouloir le faire dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 1992, au plus tard, et de m'informer de sa décision avant que la Sixième Commission ne conclue son examen de la question.

(Signé) Javad ZARIF

-----